

# La revue financière

Publication du ministère des Finances

## Faits saillants

### Août 2001 : excédent budgétaire de 396 millions de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 396 millions de dollars en août 2001, en baisse de 37 millions par rapport à l'excédent révisé de 433 millions déclaré en août 2000<sup>1</sup>. Parmi les principales composantes, d'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 330 millions de dollars, les frais de la dette publique ont baissé de 168 millions, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 535 millions.

### D'avril à août 2001 : excédent budgétaire de 11,1 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 11,1 milliards de dollars pour la période d'avril à août 2001; il est donc demeuré pratiquement inchangé par rapport à l'excédent de 11,0 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Cependant, les résultats pour 2001-2002 incluent des gains ponctuels, au chapitre des recettes, liés à une hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers déclaré, elle-même attribuable aux fortes augmentations des gains en capital observées en 2000. Compte tenu du profil mensuel des recettes, un excédent est attendu en septembre 2001, même s'il devrait être moins élevé que celui de septembre 2000. Par la suite, l'excédent cumulatif commencera à chuter, en partie sous l'effet des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. En outre, le ralentissement de l'économie sur les bénéficiaires des sociétés et sur le revenu des particuliers aura une incidence néfaste sur les résultats budgétaires, surtout au cours de la dernière partie de l'année.

<sup>1</sup> Le solde budgétaire pour août 2000 a été révisé, passant du déficit initial déclaré de 1,2 milliard de dollars à un excédent de 433 millions. Cette révision est attribuable à un mauvais classement des recettes entre juillet et août 2000.

### Août 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 330 millions de dollars, soit 2,5 %, en août 2001. Parmi les principales composantes :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 315 millions de dollars, soit 5,7 %, principalement en raison de questions de calendrier ayant affecté négativement les recettes déclarées en août 2000. Ce facteur a plus que neutralisé l'incidence des mesures de réduction de l'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, de même que celle des bonifications de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncées dans des budgets antérieurs.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 93 millions de dollars, soit 4,9 %, principalement sous l'effet des remboursements beaucoup moins élevés versés en août 2001 par rapport à août 2000. Comme il a été mentionné dans les numéros précédents de *La revue financière*, cette augmentation d'une année sur l'autre reflète principalement les méthodes de calcul des acomptes provisionnels, puisque les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont en fait décliné au cours du premier trimestre de 2001. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours, le versement final devant être effectué dans les 60 jours suivant la fin de leur exercice. Pendant la majeure partie de l'exercice 2000-2001, le calcul des acomptes provisionnels mensuels



# La revue financière

Tableau 1

## État sommaire des opérations

	août		d'avril à août	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
<b>Opérations budgétaires</b>				
Recettes	12 975	13 305	72 540	74 802
Dépenses de programmes	-9 021	-9 556	-44 363	-47 112
Solde de fonctionnement	3 954	3 749	28 177	27 690
Frais de la dette publique	-3 521	-3 353	-17 225	-16 603
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	433	396	10 952	11 087
<b>Opérations non budgétaires</b>	1 375	457	-6 010	-9 213
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	1 808	853	4 942	1 874
<b>Opérations de change</b>	-2 373	-1 022	-1 105	-1 153
<b>Solde financier net</b>	-565	-169	3 837	721
<b>Variation nette des emprunts</b>	6 729	5 767	-6 193	-4 806
<b>Variation nette de l'encaisse</b>	6 164	5 598	-2 356	-4 085
<b>Encaisse à la fin de la période</b>			10 604	9 097

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Les données relatives à août 2000 ont été révisées. Voir le renvoi dans l'encadré de la première page.

était fondé sur l'impôt à payer pour 1999. Or, en raison de la forte croissance des bénéfices des sociétés en 2000, les versements des acomptes provisionnels mensuels sont demeurés en deçà de l'impôt à payer final pour 2000-2001. Le calcul des acomptes provisionnels mensuels étant maintenant fondé sur l'impôt à payer pour 2000, la variation des résultats mensuels d'une année sur l'autre pourrait être trompeuse.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement reculé, la baisse de taux de cotisation (le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,40 \$ en 2000) ayant plus que compensé l'effet de l'augmentation du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont diminué de 178 millions de dollars, soit 5,5 %. Les recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) ont régressé de 157 millions, uniquement en raison de l'augmentation des remboursements. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 182 millions, en raison du moment de la réception des recettes. Les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 161 millions, en

raison de la hausse des recettes des droits et taxes d'accise sur l'énergie et sur le tabac, cette dernière ayant résulté de l'augmentation des taxes d'accise sur le tabac entrée en vigueur le 6 avril 2001.

- Les recettes non fiscales ont progressé légèrement.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 535 millions de dollars, soit 5,9 %, surtout sous l'effet de fortes augmentations des transferts aux particuliers et aux autres administrations, effet ayant été atténué par la baisse des dépenses de programmes directes.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 320 millions de dollars, soit 11,6 %, les paiements de prestations aux aînés et de prestations d'assurance-emploi ayant été plus élevés. La hausse des paiements de prestations d'assurance-emploi est le reflet des améliorations stratégiques annoncées à l'occasion du budget de février 2000 et en septembre dernier, ainsi que d'une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 390 millions de dollars, soit 20,6 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du Transfert

Tableau 2

## Recettes budgétaires

	août		variation	d'avril à août		variation
	2000	2001		2000-2001	2001-2002	
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
<b>Impôts sur le revenu</b>						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 543	5 858	5,7	34 862	35 075	0,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 879	1 972	4,9	9 754	10 831	11,0
Autres	166	258	55,4	1 275	1 462	14,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 588	8 088	6,6	45 891	47 368	3,2
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 520	1 492	-1,8	8 497	8 473	-0,3
<b>Taxes et droits d'accise</b>						
Taxe sur les produits et services	2 062	1 905	-7,6	10 295	10 374	0,8
Droits de douane à l'importation	463	281	-39,3	1 119	1 204	7,6
Taxes de vente et d'accise	703	864	22,9	3 443	3 823	11,0
Total des taxes et droits d'accise	3 228	3 050	-5,5	14 857	15 401	3,7
<b>Total des recettes fiscales</b>	12 336	12 630	2,4	69 245	71 242	2,9
<b>Recettes non fiscales</b>	639	675	5,6	3 295	3 560	8,0
<b>Total des recettes budgétaires</b>	12 975	13 305	2,5	72 540	74 802	3,1

canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est attribuable à la hausse des droits à péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont reculé de 175 millions de dollars, soit 4,0 %, la baisse des paiements aux sociétés d'État et des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ayant plus que neutralisé la hausse des subventions et des autres transferts. L'évolution mensuelle de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 168 millions de dollars, soit 4,8 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêts et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

### D'avril à août 2001 : résultats budgétaires

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 11,1 milliards de dollars, en hausse de 135 millions par rapport à l'excédent enregistré pendant la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires ont augmenté de 2,3 milliards, soit 3,1 %, tandis que les frais de la dette publique baissaient de 622 millions, soit 3,6 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été largement atténuée par les dépenses de programmes, en hausse de 2,7 milliards, soit 6,2 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, de 213 millions de dollars, soit 0,6 %. Cette hausse est entièrement attribuable à l'augmentation des versements finaux reçus en avril et en mai pour l'année d'imposition 2000, reflet d'une situation exceptionnelle alimentée principalement par de fortes hausses des gains en capital. Cette augmentation ponctuelle des recettes a toutefois été largement neutralisée par l'incidence des mesures de réduction de l'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et

# La revue financière

Tableau 3

## Dépenses budgétaires

	août			d'avril à août		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Paiements de transfert</b>						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 884	2 074	10,1	9 833	10 380	5,6
Prestations d'assurance-emploi	874	1 004	14,9	4 385	4 929	12,4
Total	2 758	3 078	11,6	14 218	15 309	7,7
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	5 625	7 208	28,1
Transferts fiscaux	978	1 045	6,9	4 839	5 190	7,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-200	-2,9	-1 028	-1 000	-2,7
Total	1 897	2 287	20,6	9 436	11 398	20,8
<b>Dépenses directes de programmes</b>						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	93	22	-76,3	147	445	202,7
Affaires étrangères	180	23	-87,2	526	525	-0,2
Santé	65	76	16,9	418	470	12,4
Développement des ressources humaines	15	111	640,0	426	473	11,0
Affaires indiennes et du Nord	282	284	0,7	2 025	1 780	-12,1
Industrie et développement régional	150	166	10,7	515	595	15,5
Anciens combattants	120	127	5,8	598	620	3,7
Autres	72	348	383,3	958	918	-4,2
Total	977	1 157	18,4	5 613	5 826	3,8
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	79	85	7,6	450	485	7,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	158	5,3	770	790	2,6
Autres	141	116	-17,7	617	626	1,5
Total	370	359	-3,0	1 837	1 901	3,5
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	921	769	-16,5	3 899	3 996	2,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 098	1 906	-9,2	9 360	8 682	-7,2
Total	3 019	2 675	-11,4	13 259	12 678	-4,4
Total des dépenses directes de programmes	4 366	4 191	-4,0	20 709	20 405	-1,5
<b>Total des dépenses de programmes</b>	9 021	9 556	5,9	44 363	47 112	6,2
<b>Frais de la dette publique</b>	3 521	3 353	-4,8	17 225	16 603	-3,6
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	12 542	12 909	2,9	61 588	63 715	3,5
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 632	6 522	15,8	29 267	32 533	11,2

*l'Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. Ces mesures de réduction d'impôt comprennent la réduction des taux d'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de la surtaxe de 5 %, l'augmentation des seuils, le rétablissement de la pleine indexation du régime d'impôt sur le revenu des particuliers et des prestations connexes, et des augmentations de la Prestation fiscale canadienne pour enfants.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont progressé de 1,1 milliard de dollars, ou 11,0 %. En revanche, les bénéfices des sociétés ont reculé d'une année sur l'autre, ce qui permet de penser que la situation actuelle traduit les effets des procédures de versement des acomptes provisionnels et qu'elle devrait s'inverser lorsque les sociétés auront ajusté leurs versements pour tenir compte des profits plus faibles en 2001.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué très légèrement, la baisse des taux de cotisation ayant plus que compensé l'incidence des rajustements d'années antérieures et l'augmentation du nombre de salariés, qui versent donc des cotisations. Le taux des cotisations salariales des employés s'établit en 2001 à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,40 \$ en 2000 et à 2,55 \$ en 1999.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 544 millions de dollars, ou 3,7 %. Les recettes de TPS ont augmenté de 0,8 %, soit un niveau légèrement inférieur à l'augmentation des dépenses des consommateurs, en raison de l'accélération du traitement des demandes de remboursement par rapport à l'an dernier. Les recettes de droits de douane à l'importation ont progressé de 7,6 %, tandis que les recettes de taxes de vente et d'accise augmentaient de 11,0 %, reflétant en partie la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 8,0 %.

Parmi les principales composantes des dépenses de programmes, d'une année sur l'autre :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 7,7 % en raison de la hausse des paiements de prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La hausse des paiements de prestations aux aînés fait état de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation

des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable aux améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 20,8 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts au titre du TCSPS reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation, en raison de la croissance en Ontario qui demeure plus vigoureuse que dans les provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont diminué de 1,5 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 622 millions de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêts et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

## **Ressources financières de 1,9 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à août 2001**

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs.

# La revue financière

Tableau 4

## Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	août		d'avril à août	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent)</b>	433	396	10 952	11 087
<b>Prêts, placements et avances</b>				
Sociétés d'État	23	31	106	248
Autres	-21	15	141	22
Total	2	46	247	270
<b>Comptes à fins déterminées</b>				
Compte du Régime de pensions du Canada	224	-334	-666	-1 196
Comptes de pension de retraite	459	-22	1 474	-466
Autres	1	-15	-215	39
Total	684	-371	593	-1 623
<b>Autres opérations</b>	689	782	-6 850	-7 860
<b>Total des opérations non budgétaires</b>	1 375	457	-6 010	-9 213
<b>Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)</b>	1 808	853	4 942	1 874
<b>Opérations de change</b>	-2 373	-1 022	-1 105	-1 153
<b>Solde financier net</b>	-565	-169	3 837	721

Tableau 5

## Solde financier net et emprunts nets

	août		d'avril à août	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
<b>Solde financier net</b>	-565	-169	3 837	721
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts</b>				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	4 800	4 350	10 951	2 709
Obligations d'épargne du Canada	-138	-75	-692	-311
Bons du Trésor	2 900	1 700	-13 850	-4 400
Autres	-467	-1	483	-6
Total	7 095	5 974	-3 108	-2 008
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 174	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	-366	-207	-886	-1 008
Billets du Canada		0		-173
Total	-366	-207	-3 060	-2 798
<b>Variation nette des emprunts</b>	6 729	5 767	-6 168	-4 806
<b>Variation de l'encaisse</b>	6 164	5 598	-2 331	-4 085

Tableau 6

## État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001 <sup>1</sup>	31 août 2001	variation
		(M\$)	
<b>Passif</b>			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	44 421	777
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	128 720	-465
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 195	-1 196
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 292	39
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	141 207	-1 622
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	297 682	2 709
Bons du Trésor	88 700	84 300	-4 400
Obligations d'épargne du Canada	26 099	25 789	-310
Autres	3 473	3 468	-5
Total partiel	413 245	411 239	-2 006
Payable en devises	33 158	30 359	-2 799
Total de la dette non échue	446 403	441 598	-4 805
Total de la dette portant intérêt	589 232	582 805	-6 427
Total du passif	632 876	627 226	-5 650
<b>Actif</b>			
Encaisse et débiteurs	19 186	23 740	4 554
Comptes d'opérations de change	50 270	51 423	1 153
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	15 772	-270
Total de l'actif	85 498	90 935	5 437
<b>Déficit accumulé (dette publique nette)</b>	547 378	536 291	-11 087

<sup>1</sup> Les données pour 2000-2001 ont été révisées de façon à refléter les résultats finaux de l'exercice, tels qu'ils ont été publiés dans les *Comptes publics du Canada* de 2001.

Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 9,2 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 6,0 milliards à la même période l'an dernier. En règle générale, les besoins sont élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du

versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui ont été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 11,1 milliards de dollars et des besoins nets de 9,2 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 1,9 milliard d'avril à août 2001, comparativement à des ressources de 4,9 milliards pour la même période l'an dernier.

## Ressources financières nettes de 0,7 milliard de dollars d'avril à août 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les cinq premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins nets de 1,2 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 1,1 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Avec un excédent budgétaire de 11,1 milliards de dollars, des besoins nets de 9,2 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,2 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 0,7 milliard pour la période d'avril à août 2001, comparativement à des ressources nettes de 3,8 milliards pendant la même période de l'année précédente.

## Les emprunts nets en baisse de 4,8 milliards de dollars d'avril à août 2001

Malgré des ressources financières nettes de seulement 0,7 milliard de dollars au cours des cinq premiers mois de l'exercice 2001-2002, le gouvernement a réduit sa dette détenue sur les marchés de 4,8 milliards au moyen d'une réduction des soldes d'encaisse. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois. À la fin d'août 2001, l'encaisse s'établissait à 9,1 milliards de dollars, ce qui représente une réduction de 4,1 milliards depuis le 31 mars 2001.

## Remarque à l'intention des lecteurs :

Les états financiers du gouvernement sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Cela signifie que bien que la plupart des dépenses de fonctionnement et des recettes non fiscales sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées ou gagnées (même si les encaissements ou décaissements ne sont pas effectués immédiatement), les recettes fiscales sont comptabilisées uniquement au moment des encaissements, et le montant total des acquisitions d'immobilisations, par exemple l'achat d'immeubles, est traité comme une dépense au moment de l'acquisition. Dans le budget de février 1995, le gouvernement avait annoncé son intention d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. À cette fin, il a mis en œuvre avec succès la Stratégie d'information financière (SIF), un projet pluriannuel visant à moderniser les systèmes financiers et les méthodes comptables. La SIF comporte trois composantes : la mise en œuvre de nouveaux systèmes financiers, l'adoption de la méthode de comptabilité d'exercice intégrale et la communication d'informations financières améliorées aux gestionnaires. Dans le budget de 2000, le gouvernement a fixé à l'exercice 2001-2002 l'échéance de mise en œuvre des deux premières composantes de la SIF.

Pour le moment, les résultats mensuels pour l'exercice 2001-2002 continueront à être présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Toutefois, les états financiers finaux et vérifiés pour l'exercice 2001-2002, qui doivent être publiés à l'automne 2002, seront présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale. De plus, les résultats des exercices antérieurs seront présentés de nouveau selon la comptabilité d'exercice intégrale. Pour obtenir des détails à ce sujet, consultez le document d'information *Mise en œuvre de la comptabilité d'exercice intégrale dans les états financiers du gouvernement fédéral*, à l'adresse [www.fin.gc.ca](http://www.fin.gc.ca).

